Réponse du Conseil administratif à:

- **La motion du 17 janvier 2012 de M^{me} Salika Wenger et M. Pierre Gauthier: «Modifications du réseau TPG». (M-991)**
- **La motion du 17 janvier 2012 de M. Daniel Sormanni: «TPG, machine arrière toute!» (M-992)**

TEXTE DE LA MOTION M-991

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à intervenir, sans délai, auprès du Département cantonal de l'intérieur et de la mobilité et des TPG afin que ces derniers mettent tout en œuvre pour que soit respecté le concept de réseau défini par la loi cantonale H 1 50 adoptée en 1988, (triangle Rive – Cornavin – Bel-Air et axe Rive – Cornavin par le pont du Mont-Blanc);
- à informer le Conseil municipal afin que ce dernier sache si l'élaboration du nouveau plan de réseau a fait l'objet d'une négociation entre les autorités cantonales, les TPG et la Ville de Genève ou s'il a été imposé au Conseil administratif.

TEXTE DE LA MOTION M-992

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à mettre en œuvre, avec l'Etat et les TPG, une commission d'experts indépendants pour analyser le réseau des TPG et proposer des solutions;
- à exiger que toutes modifications du réseau des TPG soient soumises pour consultation au Conseil municipal, par voie de résolution, conformément à la LRTP (loi sur le réseau des transports publics), article 4, alinéa 4, ainsi que son règlement d'exécution (RRTP), article 4, alinéa 2.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Ces motions font suite au remaniement du réseau de tramways mis en œuvre lors du changement d'horaire des Transports publics genevois (TPG) du 11 décembre 2011. Les modifications intervenues ont impliqué plus de transbordements pour les usagers, ce qui a été source de mécontentements, largement exprimés, sans qu'il n'y ait eu de consultation organisée de la part des autorités.

Ce plan de fonctionnement du réseau de tramways a été défini par l'Etat de Genève, compétent en la matière. La Ville est associée aux projets de développe-

ment et modification du réseau TPG pour ce qui concerne les impacts sur l'espace public, soit l'aménagement des arrêts et les modifications nécessaires au passage des véhicules. La Ville a ainsi participé aux études pilotées par le Canton pour l'amélioration des conditions de transbordement à l'interface de Bel-Air, et piloté les études concernant l'aménagement de l'interface de Plainpalais.

En 2012, le département des constructions et de l'aménagement commandait une analyse critique du nouveau réseau de tramways et des propositions d'amélioration de ce dernier auprès d'un professeur de sociologie urbaine et d'analyse de la mobilité à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Celle-ci confirmait la baisse d'attractivité pour les usagers due à la simplification du réseau et aux nouveaux transbordements nécessaires, remarquait l'aménagement peu approprié des interfaces d'échanges traversées par des flux de véhicules privés, recommandait la remise en service de liaisons directes avec la gare et soulignait la nécessité d'accorder une priorité systématique aux transports publics sur le reste du trafic.

En avril 2013, sur décision du Conseil d'Etat, la ligne de bus N° 27 était mise en service afin de répondre aux demandes des usagers pour le rétablissement d'une ligne sans transbordement entre Carouge et Cornavin. Sur décision de l'Etat de Genève, cette ligne a été supprimée à l'issue d'une année de fonctionnement pour être remplacée par la réintroduction, en juin 2014, de la ligne de tramway N° 18. La liaison en tramway entre Carouge et Cornavin, sans transbordement, est donc aujourd'hui à nouveau assurée.

Concernant la deuxième invite de la motion M-992, le département compétent est tenu d'ouvrir l'enquête publique pour solliciter l'avis des communes sur toute proposition de modification du plan du réseau (schéma directeur du réseau rail et non du réseau de transports publics dans son ensemble) approuvé par la délégation du Conseil d'Etat aux transports. La dernière modification de la loi H 1 50 comprenant notamment la modification du schéma directeur du réseau sur rail est entrée en vigueur le 18 janvier 2014. Le schéma directeur a été modifié pour inscrire le prolongement du tram Cornavin-Onex-Bernex (TCOB) entre le P+R Bernex et Bernex-Vailly, le tramway entre les Palettes et Perly-douane et le raccordement entre le Grand-Saconnex et l'aéroport. L'enquête publique a été réalisée en automne 2011 et les communes concernées ont été sollicitées. Bien que la consultation soit imposée par la loi, nos services ne manqueront pas de rappeler, dans le cadre des groupes de travail ad hoc, la nécessité de solliciter le Conseil municipal en cas d'extension du réseau sur le territoire communal.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani